

Le bras de fer UE-Trump sur les taxes continue

DROITS DE DOUANE Des réunions d'urgence sont organisées à Bruxelles. La présidente de la Commission européenne annonce prolonger la suspension des mesures de rétorsion visant des produits américains qui devait prendre fin mardi

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Le couperet est tombé, mais l'UE espère encore rendre la lame moins tranchante. Donald Trump égraine ses «tarifs punitifs» au compte-goutte depuis plusieurs jours et samedi, c'était au tour de l'UE et du Mexique de connaître leur sort: leurs produits seront soumis à des droits de douane de 30%. Avec déjà une nouvelle menace: si Bruxelles décide de surtaxer des biens américains en représailles, une surtaxe équivalente sera rajoutée aux 30%. L'UE a immédiatement réagi. Les ministres européens au commerce se rencontreront ce lundi à Bruxelles pour affiner leur stratégie. Une réunion des ambassadeurs des Vingt-Sept a eu lieu hier.

Ces droits de douane devraient entrer en vigueur le 1er août, mais le bras de fer est loin d'être terminé. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a réagi en soulignant que des droits de douane de 30% sur les exportations de l'UE «perturberaient les chaînes d'approvisionnement transatlantiques essentielles, au détriment des entreprises, des consommateurs et des patients des deux côtés de l'Atlantique».

Elle veut encore croire à une «solution négociée» et invite à poursuivre le travail pour trouver un accord d'ici au 1er août. «Dans le même temps, nous prendrons toutes les mesures nécessaires

pour sauvegarder les intérêts de l'UE, y compris l'adoption de contre-mesures proportionnées si cela s'avère nécessaire», a-t-elle averti dans un très court communiqué.

Elle a annoncé hier une première décision: les mesures de rétorsion préparées en réaction aux surtaxes visant l'acier et l'aluminium – une liste de produits américains d'une valeur de 21 milliards d'euros à taxer plus lourdement – n'entreront pas en vigueur dès mardi comme prévu après une première suspension, mais à partir du 1er août. Ursula von der Leyen tente la méthode douce et espère encore amadouer Donald Trump. Sans savoir si sa stratégie a la moindre chance de l'infléchir.

«Accélérer la préparation de contre-mesures crédibles»

Elle a annoncé ce report en marge d'une conférence pour se féliciter d'un futur accord de libre-échange avec l'Indonésie après dix ans de négociations. Et n'a pas manqué d'envoyer une petite pique à Donald Trump. «Lorsque les temps sont durs, certains se replient sur eux-mêmes, s'isolent et se fragmentent. L'Europe et l'Indonésie choisissent une voie différente. Celle de l'ouverture, du partenariat et des opportunités partagées», a-t-elle lâché.

Sur X, le président français Emmanuel Macron a exprimé samedi sa «très vive désapprobation» face aux 30%. «Dans l'unité



Ursula von der Leyen estime que les droits de douane de 30% imposés aux exportations européennes, annoncés samedi par le président américain, «perturberaient les chaînes d'approvisionnement transatlantiques essentielles». (BRUXELLES, 9 AVRIL 2025/MARTIN BERTRAND/HANS LUCAS)

européenne, il revient plus que jamais à la Commission d'affirmer la détermination de l'Union à défendre résolument les intérêts européens. Cela implique notamment d'accélérer la préparation de contre-mesures crédibles, par la mobilisation de l'ensemble des instruments à sa disposition, y inclus le mécanisme anti-coercition, si aucun accord n'était trouvé d'ici le 1er août», insiste-t-il.

Emmanuel Macron était jusqu'ici partisan de la méthode forte «zéro taxe contre zéro taxe», alors que le chancelier allemand Friedrich Merz, conscient que l'UE n'arriverait pas à des miracles, appelait à plus de pragmatisme en espérant épargner certains secteurs clés. Touchés différemment, les Vingt-Sept sont divisés et hésitants face à la stratégie à adopter. La ministre allemande de l'Economie a insisté samedi sur le fait qu'une «issue pragmatique doit être obtenue rapidement». L'Allemagne est particulièrement impactée, son économie étant très dépendante des exportations vers les Etats-Unis, notamment dans l'industrie chimique, pharmaceutique, auto-

mobile, sidérurgique ou encore la fabrication de machines-outils.

Les Vingt-Sept cherchent désormais surtout à faire passer un message de soutien à la Commission européenne. «L'ouverture économique et le commerce créent la prospérité. Les droits de douane injustifiés la détruisent.

«Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'UE»

URSULA VON DER LEYEN, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

C'est pourquoi nous soutenons et soutiendrons la Commission dans ses négociations en vue de parvenir à un accord avec les Etats-Unis avant le 1er août», a commenté samedi le premier ministre espagnol Pedro Sanchez. Et d'ajouter: «Unis, nous, Européens, formons le plus grand bloc commercial du monde. Utilisons cette force pour parvenir à un accord équitable.»

Donald Trump justifie ces nouvelles taxes en pointant du doigt le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis de l'UE, qui s'affichait à 236 milliards de dollars en 2024. Il le voit comme une «menace majeure» pour l'économie et la sécurité nationale américaines. «Nous avons passé des années à discuter de nos relations commerciales avec l'UE et nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons nous éloigner de ces déficits commerciaux à long terme, importants et persistants, causés par vos mesures tarifaires et non tarifaires et vos obstacles au commerce», écrit-il dans la lettre datée du 11 juillet adressée à Ursula von der Leyen. Selon la Commission européenne, la relation commerciale Etats-Unis-UE représente 30% des échanges mondiaux, avec 1680 milliards d'euros de biens et services échangés en 2024.

Une onde de choc

Le récent américain avait en avril évoqué un montant de 20% au lieu des 10% en vigueur, puis, fin mai, il avait menacé d'aller jusqu'à 50%, qu'il comptait appliquer dès le 1er juin. Avant de

repousser l'échéance. Des secteurs sont déjà soumis à une taxe de 25% (automobile) ou de 50% (acier et aluminium). S'il brandit le bâton, il actionne également la carotte. «Si vous êtes prêts à éliminer vos droits de douane, vos mesures protectionnistes et les obstacles aux échanges, nous envisagerons, éventuellement, des ajustements», poursuit Donald Trump dans sa missive.

Le chiffre annoncé samedi a surpris et créé une onde de choc. Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic s'était rendu à plusieurs reprises à Washington ces dernières semaines pour négocier avec les responsables du commerce américain au nom des Vingt-Sept, les affaires commerciales relevant de la compétence de la Commission européenne. Et les dernières indiscretions laissaient plutôt entendre que Bruxelles s'en sortait bien, avec comme base de discussion un accord asymétrique avec des droits de douane universels américains de 10% et des secteurs épargnés.

Ce n'est pas vraiment ce qui a été annoncé samedi. Mais il reste plusieurs jours jusqu'au 1er août. ■

«L'ordre mondial que le président américain propose est antidémocratique»

TABLE RONDE L'occupant de la Maison-Blanche a suscité des échanges enflammés entre géopolitologues, historiens et grand public à l'occasion du Festival de journalisme de Couthures-sur-Garonne. «Le Temps» y était

MADELEINE VON HOLZEN, COUTHURES-SUR-GARONNE

Couthures-sur-Garonne et son Festival international de journalisme, parainé par le groupe Le Monde, incarne certainement tout ce que Donald Trump déteste. Des vieilles pierres au charme irrésistible, un fleuve propre à la baignade, des pailles en carton, et des débats, beaucoup de débats sur la démocratie, la liberté de la presse, l'océan à sauver ou la République. Et bien sûr l'ouragan Trump.

Le président américain a bouleversé l'ordre mondial construit en 1945 en un mois et il l'a fait de manière irréversible, lance le géopolitologue Pascal Boniface, sous une tente bondée. «Les précédents présidents américains se sont demandé comment ils allaient gérer l'ordre mondial, lui s'est demandé comment il allait le casser.»

Le droit est une contrainte inutile et inacceptable sur la puissance, un «ob-



«Donald Trump veut se goinfrer. Les alliés sont une obligation, et il ne veut pas d'obligation»

PASCAL BONIFACE, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

stacle à sa souveraineté» pour celui qui veut imposer, que ce soit dans le domaine des tarifs ou autre chantage. L'aide internationale, l'OTAN, l'ONU, inutile, tout y passe. L'ordre mondial est obsolète. Pourquoi? «Trump a la conviction que les Etats-Unis sont en train de

perdre leur influence, il se dit que c'est le moment ou jamais de restaurer leur hyperpuissance pour restaurer l'hégémonie américaine qu'il estime mise en danger par la montée en puissance de la Chine et du Sud global.»

Ne pas verser de sang américain

Et cela doit se passer sans verser de sang américain. L'ancienne ministre et eurodéputée Nathalie Loiseau était porte-parole de l'ambassade de France aux Etats-Unis en 2003, pendant la guerre en Irak. Les soldats revenus au pays dans des sacs ou des cercueils: le traumatisme irakien est profond, dit-elle, aujourd'hui encore. Ainsi le bombardement récent des sites nucléaires en Iran n'était pas une entrée en guerre de l'Amérique. L'hégémonie doit se réaffirmer autrement. Pour le géopolitologue Frédéric Encel, il s'agit de «donner une claque sans que le sang ne coule». Qui rappelle: Donald Trump n'est pas isolationniste, mais bien unilatéraliste.

Les tactiques du républicain sont déséquées, lui, le président «mafioso» qui joue le rôle de l'homme fou en pensant renforcer les Etats-Unis. Lui qui ne lit pas, utilise beaucoup de verbes d'action, très peu d'adjectifs et prône la révolution du «bon sens», comme tant de

populistes, rappelle l'historien et journaliste Thomas Snégaroff. Lui enfin, l'homme d'affaires, le promoteur immobilier, qui multiplie les conflits d'intérêts sans aucune vergogne, dont le nord de la boussole est le mercantilisme absolu. Son idéologie? Il veut le pouvoir et l'argent, commente Pascal Boniface. «Il veut se goinfrer. Les alliés sont une obligation, et il ne veut pas d'obligation.» D'ailleurs, «c'est quoi ces Européens qui mettent du temps à réfléchir et à décider? C'est l'instinct qui compte», lance Thomas Snégaroff. C'est pour cela que Donald Trump n'est pas un grand allié des démocraties. Pour lui, la démocratie, c'est le ver dans le fruit, une forme de faiblesse, de temps long, de refus du bon sens et de l'instinct. «C'est en cela qu'il est très dangereux pour l'ordre mondial, car l'ordre mondial qu'il nous propose est antidémocratique», affirme l'historien.

L'Europe doit sortir du déni de réalité

La suite? L'Europe doit sortir de sa léthargie, du déni de réalité. Le changement est marquant et le retour en arrière n'aura pas lieu. Car Trump corrompt à quelque chose qui dépasse Trump, il correspond à une aspiration

profonde, aux Etats-Unis, qu'il a comprise. Il y en a assez des interventions extérieures, assez de payer pour les autres, il faut défendre les Américains, la menace est à la frontière du Mexique et non entre la Russie et l'Ukraine, raconte Pascal Boniface. Même si les démocrates signent leur retour aux prochaines élections présidentielles, l'Amérique du futur ne sera donc «pas une hyperpuissance bienveillante» pour le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques.

Or, aujourd'hui, les Européens sont plus dociles que les autres alliés. L'eurodéputée Nathalie Loiseau, lors de la table ronde suivante, appuie: l'Europe a les moyens de réagir. Elle doit se réarmer pour défendre la paix. Affirmer et assumer ses forces: le droit, son marché de 440 millions de consommateurs, sa monnaie. Car sinon qui se régale? Les Chinois, les Russes peut-être, dit Thomas Snégaroff.

A Couthures-sur-Garonne, la démocratie n'est pas abandonnée. L'attention est aussi élevée que la température. Oui, les actions trumpiennes concernent l'Europe. Les observer peut servir à pister les mêmes mécanismes d'intimidation, de défiance et à voter en conséquence. ■